IMAGINER UN CANADA PLUS PEUPLÉ ET PLUS IMPOSANT ADVENANT SA SURVIE

CONVERSATION AVEC IRVIN STUDIN

Irvin Studin est président du Institute for 21st Century Questions de Toronto et rédacteur en chef et éditeur du magazine *Global Brief*. Il a été appelé l'un des principaux penseurs politiques internationaux de sa génération. Studin a enseigné dans des universités de premier plan en Amérique du Nord, en Asie et en Europe. Studin est le cofondateur de la Higher School of Public Administration en Ukraine (Kiev). Son dernier livre est intitulé *Russia – Strategy, Policy and Administration* (Palgrave-MacMillan, 2017), et son livre à paraître s'intitulera *Ten Theses on Canada in the 21st Century*. Il a travaillé pendant plusieurs années au Bureau du Conseil privé à Ottawa, ainsi qu'au Bureau du Premier ministre australien à Canberra. Pendant des années, il a soutenu que le Canada devait s'efforcer de devenir un pays comptant 100 millions de personnes d'ici 2100, ce qui a nourri un débat national sur la question. *Canadian Issues/Thèmes Canadiens* a discuté avec lui récemment.

Q : Vous avez présenté la vision convaincante d'un Canada ayant atteint une population de 100 millions de personnes d'ici 2100. Ainsi en 2067, tout dépendant de la situation, nous serions passé d'une population actuelle de 36 millions à près de 100 millions d'individus. Où devrions-nous en être en termes de l'atteinte de cet objectif, et pourquoi ?

A : Il y a deux façons d'approcher cet objectif de 100 millions de Canadiens, lequel est loin d'être coulé dans le béton ; on pourrait en effet viser être 80 ou 120 millions. Il y a selon moi l'aspect métaphorique et l'aspect politique. L'aspect métaphorique implique que le Canada commence à se considérer, de façon cinétique, comme un pays en voie d'atteindre une population de 100 millions. J'entends par ceci de développer une imagination nationale de nous-mêmes en tant que pays majeur qui accompli de grandes choses, que ce soit à son nom ou au nom de la condition humaine. C'est d'être en mesure de réaliser cet aspect métaphorique alors que nous évoluons dans un siècle s'avérant très complexe pour notre pays. À titre indicatif, j'espère que notre pays existera toujours en 2067, ce qui ne va pas de soi non plus. En effet, les pays ne sont pas permanents.

Maintenant pour l'aspect politique. Imaginons que la population de notre pays en 2067 est de 60 ou 70 millions. (Une population de 100 millions d'individus ferait de nous le deuxième plus grand pays de l'Ouest ; plus petit que les États-Unis, mais plus grand que tous les pays d'Europe, à l'exception de la Russie.) Selon moi, nous serions ainsi en mesure, en tant que pays, d'accomplir beaucoup plus à l'échelle nationale et internationale. Nous serions aussi dans une meilleure position pour faire valoir nos intérêts dans un contexte de pressions géopolitiques beaucoup plus importantes. Les effets de ces grandes pressions géopolitiques se font déjà sentir, lorsqu'on pense à tout ce qui se passe aux États-Unis. Considérons les frontières géographiques du Canada. La limite inférieure est la frontière américaine (« A ») et celle à l'est de Terre-Neuve est l'Europe (« E »). Ces frontières sont bien connues. Mais deux autres frontières ont émergé au cours de ce siècle, des frontières moins appréciées mais qui exerceront une grande pression sur nous au cours des prochaines décennies. La première est la Russie (« R »), au-delà d'un Arctique qui fond rapidement. Notons que seulement 115 000 personnes peuplent les trois territoires du nord, un niveau de population pitoyablement bas si nous sommes appelés à contrôler cette frontière, à exercer notre souveraineté et faire valoir nos intérêts nationaux. Nous aurons besoin que beaucoup plus de gens vivent dans cette région ; si la population canadienne se rapprochait de 60 ou 70 millions d'ici 2067 on pourrait présumer qu'un plus grand nombre de Canadiens seraient ainsi présents dans le nord. Que nous le réalisions maintenant ou non, il sera nécessaire que beaucoup plus d'individus s'établissent dans le nord. La quatrième frontière à considérer est la Chine « C ». En effet, les villes de Whitehorse et Prince Rupert sont beaucoup plus près de la Chine que la ville de Sydney, en Australie. La Chine est une force que nous n'avions jamais vraiment ressentie jusqu'ici. Pendant les 150 années qui ont suivi la Confédération, la Chine était déstabilisée et travaillait à se refaire des forces après ses défaites dans les guerres de l'opium. Les Chinois sont maintenant revenus là où ils croient qu'ils auraient toujours dû l'être, et nous devrons prendre cette réalité en compte dans toutes les dimensions de la stratégie et de la politique nationales. Et comme nous sommes très près d'eux, nous pouvons nous attendre à d'énormes pressions démographiques dans le nord-ouest du Canada.

Nous aurons donc besoin de plus de gens dans ce beau pays qu'est le nôtre, et je crois que ceci nous permettra d'occuper une meilleure position. Un grand nombre d'initiatives économiques et sociales peuvent être accomplies si notre population est plus nombreuse. Certes, il n'en demeure pas moins que nous aurons beaucoup de défis à relever, mais j'espère que d'ici 2067, nous serons sur la bonne voie et que la question de savoir si nous avons besoin d'une population plus nombreuse ne se posera plus.

Q : Certaines personnes sont préoccupées à l'idée d'une population plus nombreuse, et plus particulièrement dans le contexte l'intégration des immigrants. Quelle est votre opinion à ce sujet et quelles sont, selon vous, les menaces potentielles à l'existence du Canada en 2067?

A : Il y existe beaucoup de menaces. Dans l'histoire moderne, les pays n'ont pas une durée de vie aussi longue que nous le pensons. Un de mes assistants de recherche a calculé qu'au cours des 200 dernières années, les états modernes ont eu tendance à durer en moyenne 60 ans. Beaucoup de citoyens ont sans doute pensé que la durée de vie de l'Union soviétique

a été interminable ; pourtant, l'URSS n'aura duré que 70 ans. Le Canada a maintenant 150 ans. Beaucoup d'États modernes du Moyen-Orient se sont effondrés justement dans les alentours de 60 ou 70 ans. Un bon nombre d'États asiatiques et africains sont relativement nouveaux. Tous les États post-soviétiques sont intrinsèquement instables. L'Ukraine vient tout juste de connaitre une révolution puis une annexion, et n'aura donc duré que 23 ans... Ainsi, le cas du Canada est inhabituel et exceptionnel, puisque nous profitons d'une stabilité stratégique et constitutionnelle depuis environ 150 ans. C'est donc dire que nous sommes chanceux, historiquement parlant. Qu'est-ce qui pourrait changer ? Eh bien, les menaces sont externes et internes. Les menaces internes, pour l'instant, semble évidentes. Il y a tout d'abord la question québécoise. Je crois avoir été l'un des premiers à argumenter publiquement que si le Québec devait se séparer un jour ce serait la fin du Canada, parce que nous ne serions pas en mesure de recoller les morceaux. Le Canada se désintégrerait de la même façon que l'Union soviétique, en plusieurs parties constituantes. Nous ne savons pas comment ces parties seraient appelées, mais il serait extrêmement difficile pour Ottawa de réaffirmer l'ancienne légitimité de Victoria et de St. John's, de Yellowknife et de Whitehorse dans le Nord, si l'une des parties au centre du pays est essentiellement excisée. Cela pourrait arriver très rapidement et à n'importe quel moment au cours des prochaines décennies — c'est donc une préoccupation qui doit constamment être prise en compte.

Une deuxième menace interne à surveiller est la contradiction constitutionnelle entre l'idée des deux nations du Canada à la Confédération — le Canada anglais et le Canada français — et l'idée de gouvernance co-égalitaire du Canada avec les peuples autochtones. Moralement, c'est attrayant, mais stratégiquement et constitutionnellement, ce sera très difficile à concevoir...

Il existe de réelles menaces externes. Si une guerre majeure éclate entre la Russie et les puissances occidentales, je crois qu'il y a de fortes chances que le Canada soit envahi au cours de ce siècle. Même chose avec la Chine. Nous ne sommes plus très éloignés de ces pays et de ces civilisations en termes technologiques ou psychologiques. L'Arctique est en train de fondre. Si nous n'avons pas de bonnes relations avec tous ces grands pays frontaliers et si nous avons en plus un voisin méridional instable, capricieux ou inconstant au sud, comme c'est le cas aujourd'hui, qui va nous défendre ? Les États-Unis pourraient nous défendre, ou peut-être pas ; nous le saurions sans doute à la dernière minute. Pour l'instant, une telle réflexion ne fait pas généralement partie de notre imaginaire stratégique, mais il faut réaliser que nous sommes maintenant entourés de grandes puissances, y compris l'Europe. Nous ne savons pas si ces puissances demeureront stables et heureuses, et encore moins comment elles interagiront. Cela représentera une pression importante. Il se pourrait très bien qu'on survive ; mais pour ce faire il faut vraiment se voir comme un pays plus grand, plus imposant. J'écris à ce sujet depuis une décennie, mais je dirais que la présidence américaine avec Trump met tout cela en relief. Et le conflit entre la Russie et l'Occident, de même que les tensions entre Washington et Pékin, sont des enjeux difficiles lorsque nous prenons en compte notre géographie. En d'autres termes, un conflit entre l'Amérique et la Chine, ou entre l'Amérique et la Russie, représenterait un danger potentiel pour nous, sans garantie absolue de protection. À l'heure

actuelle, il est difficile d'imaginer un scénario dans lequel nous sommes réellement menacés, mais difficile aussi d'imaginer que nous soyons en mesure de faire quoi que ce soit dans cette éventualité.

Voilà qui explique en partie cette idée d'une population de 100 millions d'individus. Nous allons devoir penser par nous-mêmes. Avec une population de 100 millions, le Canada pensera par lui-même…

Q : Selon vous, comment le Canada doit-il évoluer afin d'être en mesure d'accueillir avec confiance autant de personnes ? Et quel serait le lien avec l'état d'esprit « colonial » dont vous avez parlé dans vos travaux ?

A : La mentalité coloniale ou quasi-coloniale est toujours présente aujourd'hui, pas seulement dans le passé. Nous ne devrions pas nous sentir insultés par cette affirmation. Nous sommes tous dans le même bain, moi y compris. En termes stratégiques, nous avons une mentalité quasi-coloniale parce que nous n'avons jamais eu de raison de nous en départir. À moins d'une crise ou d'une guerre nationale majeure, nous aurions besoin d'une révolution mentale ou politique plutôt que d'une révolution contre la Couronne ou contre nos voisins ou cousins impériaux de facto… Nous pouvons absorber un grand nombre de personnes au fil du temps. Je ne pense pas qu'il y ait la moindre question sur le plan territorial, si nous distribuons la population de façon beaucoup plus délibérée à travers le pays. Je crois vraiment à une distribution appropriée et chorégraphiée de la population. Nous sommes très passifs à cet égard à l'heure actuelle, mais avec le temps nous devrons être beaucoup plus délibérés. Par exemple, une stratégie d'immigration nordique pour le Canada devrait se développer de façon naturelle éventuellement…

Pour ce qui est de l'intégration, il serait très naïf de penser que le pays peut absorber n'importe qui à n'importe quel rythme, et erroné de croire qu'une hésitation à ce sujet pourrait être comprise comme du racisme. Je ne pense pas que ce soit vrai du tout. Nous devrions être très conscients de la façon dont nous façonnerons le pays. En même temps, nous devrions répartir la population et attirer des talents de partout dans le monde. Ce n'est pas une contradiction, mais il faut être très prudent, car à l'extérieur de Toronto, la dynamique majoritaire-minoritaire est une question épineuse dans de nombreuses régions du pays — en commençant, bien sûr, avec le Québec…

Bien entendu, nous aurions un pays entièrement multiculturel, composé d'au moins deux nations, ou peut-être de plusieurs nations en prenant en compte les peuples autochtones. Mais la population du Canada serait mieux répartie, avec de grandes villes très multiethniques un peu partout. Il y aurait notamment de nouvelles grandes villes qui se formeraient ; Toronto pourrait ne pas être la ville principale en 2067. Imaginons par exemple une ville comme Whitehorse ou Yellowknife dans le Nord, comptant soudainement deux ou trois millions de personnes. Il faut réaliser que nous aurons besoin d'environ 10 millions de personnes dans le Nord au cours des 60 ou 70 prochaines années pour gérer cet immense espace.